



Lundi 21 mars 2023

Notre motion de censure, c'est la grève générale

Macron voulant faire passer en force sa loi sur les retraites, a dû brandir son 49.3, faute d'avoir obtenu un vote favorable au Parlement, et il s'est pris les pieds dans le tapis ! Car même une partie des députés de droite n'ont pas osé voter la réforme de peur que leurs propres électeurs ne le leur pardonnent pas. C'est un premier succès de plus de deux mois de nos manifestations et grèves.

Un cap est franchi et une situation de crise sociale et politique s'ouvre pour Macron et ses amis du patronat. Ce 49.3 est révoltant, mais c'est surtout un aveu de faiblesse de Macron et Borne qui y ont été acculés, et il n'a fait que relancer les manifestations et les grèves : d'éboueurs, de cheminots, d'électriciens, de travailleurs des raffineries. Le gouvernement commence à craindre que les pompes soient à sec !

Violence sociale et policière, même tonneau macroniste et patronal !

Le 49.3 n'a fait qu'amplifier la colère. Dès jeudi, des manifestants affluaient par milliers place de la Concorde à Paris, y revenaient le lendemain, et sur d'autres places le surlendemain, spontanément. Même surgissement « sauvage » dans toutes les villes du pays. Les représentants du gouvernement ont aussitôt crié aux « violences », parce que des manifestants sont venus siffler aux oreilles de députés macronistes ou républicains sous leurs fenêtres. Et la police aux ordres a réprimé, procédé à des centaines d'arrestations et gardes à vue – dont de militants syndicaux et politiques bien ciblés ! La violence est du côté d'un pouvoir et d'un patronat qui veulent nous faire crever au boulot, qui annoncent vouloir réquisitionner des grévistes ; elle est celle des forces de l'ordre qui arrosent de gaz lacrymogène, voire utilisent les canons à eau contre les cortèges spontanés de manifestants, dont d'étudiants qui vont à la rencontre d'éboueurs en grève.

Contre cette violence, la colère est générale.

Les éteignoirs institutionnels

Au palais Bourbon, Macron n'a finalement pas été censuré. On ne pouvait pas attendre autre chose de députés dont beaucoup se sont intérieurement réjouis d'un 49.3 qui leur évitait de se mouiller ! Mais la motion de censure reste bel et bien là, dans nos manifestations et nos grèves qui vont s'amplifier cette semaine, et ont commencé à le faire avec les

manifestations de ce week-end, avec les nouvelles grèves paralysant depuis ce lundi les raffineries, Gonfreville et Lavera après celle de Donges en grève depuis plusieurs jours. Dans chacun de nos secteurs, maintenir les grèves reconductibles et y gagner de nouveaux grévistes, les coordonner sont à l'ordre du jour pour aller vers une grève générale.

Certains députés cherchent des replâtrages : Une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections dont le RN espère davantage de députés ? N'oublions pas que le parti de Marine Le Pen est contre l'augmentation du smic et n'a parlé de retraite à 60 ans qu'avec des pensions amputées. Et il propose déjà aux Républicains de partager les circonscriptions en cas de nouvelle élection, pour se partager les postes, voire gouverner ensemble. D'autres, à gauche, parlent d'un référendum à la Saint-Glinglin ?

Mais le référendum n'a-t-il pas déjà eu lieu, depuis deux mois, dans la rue ?

Ce qu'un gouvernement veut faire, nous allons le défaire !

Non, nous n'abandonnerons pas nos armes de la grève et des manifestations. C'est maintenant que ça se passe, dans les usines, les transports, les bureaux, et toutes et tous ensemble dans la rue. La journée nationale à laquelle appellent les syndicats jeudi prochain doit dépasser en force et détermination les précédentes. Elle doit surtout sonner le début d'un blocage du pays par la grève générale. L'enjeu est d'arracher non seulement le retrait pur et simple de la réforme des retraites, mais un rapport de force qui va contraindre Macron et les patrons à céder aussi sur les salaires, les indemnités de chômage, les conditions de travail, la dégradation des services publics... bref sur les conséquences dramatiques de leur système d'exploitation capitaliste qui est à mettre à la poubelle.

Compter sur nous même, pas sur la direction

Une agression très violente est survenue le 18 février au service d'accueil des urgences de l'hôpital Ambroise-Paré. La direction de l'AP-HP, comme la Ministre chargée, entre autres, des professions de santé... vont organiser, l'un, une réunion pour réfléchir à un plan et l'autre confier une mission sur les violences.

On connaît la suite : des rapports et des préconisations... Ou peut-être un groupe de travail ? La direction a le choix. Quant à traiter le problème qui dure depuis des années... Mieux vaut ne faire confiance qu'à nous-mêmes et à nos mobilisations pour obtenir les conditions de décurité nécessaires.

Quant l'État creuse le déficit...

Depuis le 1^{er} mars, les cathéters de thrombo-aspiration ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale. Ces dispositifs médicaux de pointe, utilisés par les neuroradiologues, sont pourtant essentiels pour traiter en urgence certains patients victimes d'accidents vasculaires cérébraux (AVC).

Privés du remboursement de l'État, ils seront désormais à l'entière charge des hôpitaux qui affichaient, en 2022, un déficit estimé à plus d'un milliard d'euro...

Après on viendra encore nous faire pleurer sur le déficit, mais c'est la politique de l'État et de la sécurité sociale qui le creusent !

Publicité mensongère

La direction de l'AP-HP se lance dans la publicité. Elle vante les mérites, sur son site, de sa politique de logements pour les professionnels. Pas tous. Seulement, en priorité, ceux qui travaillent dans des métiers dont elle a besoin. Elle va même plus loin : sa politique de logement vise : « à permettre à ses professionnels de gagner en pouvoir d'achat et en temps de transport » !

Les transports, on veut bien mais pour le pouvoir d'achat... On attend l'augmentation des salaires pour faire face à l'augmentation des prix !

Les petites maternités dans le viseur

L'Académie de médecine pointe du doigt le manque de personnel dans les petites maternités et propose de fermer 111 d'entre elles qui réalisent moins de 1 000 accouchements par an. Ceci « pour éviter de mettre en danger les femmes et les enfants ». En l'an 2000 on dénombrait plus de 20 000 lits dans 742 maternités ; en décembre 2019, il n'en restait que 15 057 et un an plus tard, 14 803 répartis dans 478 maternités, chiffre tombé à 471 en 2022. Et voilà que cette vague de fermetures risque encore de s'accélérer ! Obliger une femme à faire une heure de voiture ou plus pour accoucher, c'est jouer

avec sa santé et celle de son bébé.

La solution, comme dans toutes les structures de soin, c'est au contraire d'embaucher massivement en offrant les conditions de travail et de salaire qui le permettent.

Un droit à faire appliquer concrètement

Macron a annoncé sa volonté d'inscrire dans la Constitution la "liberté" de recourir à l'IVG.

Reste plus qu'à donner aux 11 millions de Femmes concernées la possibilité concrète d'avoir le droit d'avorter.

Entre les déserts médicaux, les hôpitaux éloignés, les médecins qui refusent de pratiquer l'acte, les centres privés qui se désengagent... et les nombreux rendez-vous à honorer, le droit à l'avortement reste un parcours de la combattante... et une impossibilité pour de nombreuses Femmes à l'exercer.

Le temps passe : on n'oublie pas !

Plus d'un an après avoir figuré parmi la liste des récipiendaires, l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzin a reçu la Légion d'honneur. Pourquoi un tel délai ? Nombreux sont ceux qui avaient protesté et considéré comme une provocation que l'ancienne ministre de la santé ait démissionné de ses fonctions en février 2020, soit au tout début de la vague du Covid-19, pour se lancer dans la course à la mairie de Paris. Sans oublier, bien sûr, la politique catastrophique et les mensonges du gouvernement durant la pandémie.



Industrie pharmaceutique : la santé des profits

Après avoir gagné énormément d'argent avec le vaccin contre le Covid, le laboratoire Pfizer fait son marché. Il annonce le rachat de la biotech Seagen : opération à 43 milliards de dollars. L'industrie pharmaceutique, c'est d'abord et avant tout « la poule aux œufs d'or » pour les actionnaires.